

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2122

19 juillet 2016

### SOMMAIRE

20UGS (Ucits Funds) .....	101812	Bautrafix S.à.r.l. ....	101814
3L Led Lights Luxembourg S.A. ....	101811	BBVA Durbana International Fund .....	101814
4Ma S.A. ....	101811	BBVA Global Funds .....	101815
AAM Luxembourg S.à r.l. ....	101813	BBVA Nova Sicav .....	101815
AC. Bim S.A. ....	101817	Bilia Luxembourg .....	101818
A Color .....	101811	Bottega S.à r.l. ....	101815
ADVICE.INC S.à r.l. SPF .....	101817	BTC SEIS S.à r.l. ....	101849
Agence Luxembourgeoise Antidopage .....	101816	Cinven Manco S.à r.l. ....	101856
Albatros Holding S.à r.l. ....	101842	Clarins Groupe S.à r.l. ....	101818
Alfi S.A. ....	101815	e-NovRisk .....	101812
Alger Sicav .....	101813	Raffaele Gargiulo Société Coopérative S.A. .....	101810
Allianz Life Luxembourg .....	101813	REInvest Advisor Services S.à r.l. ....	101810
AMT Capital Holdings III - Société de Titrisa- tion .....	101817	Serimus .....	101818
AMT Capital Holdings II S.A. ....	101816	Seven & Outside Services Sarl .....	101810
AMT Capital Holdings S.A. ....	101816	Sidcor S.A. ....	101813
Archiplus S.à r.l. ....	101817	ST Potsdam S.à r.l. ....	101813
Asia Green Real Estate S.à r.l. ....	101827	Theam Quant .....	101812
Aulien S.C.A., SICAV-SIF .....	101817	Trellinvest S.A. ....	101810
Aventura S.à r.l. ....	101816	Urban Biofood S.A. ....	101810
Azelis Finance S.A. ....	101814	VBS S.A. ....	101810
Azelis Finance S.A. ....	101819	VCH Lease S.A. ....	101811
Azelis S.A. ....	101814	Veda International S.à r.l. ....	101812
Babcock & Brown European Investments S.à.r.l. ....	101816	VRT S.à r.l. ....	101811

**Raffaele Gargiulo Société Coopérative S.A., Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 23, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 199.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108087/9.

(160079536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**REInvest Advisor Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 185.185.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108107/9.

(160079683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Seven & Outside Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 12, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 144.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108142/9.

(160080366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Trellinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 83.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108264/9.

(160080072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**VBS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 54.277.

Le bilan du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108288/9.

(160079743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Urban Biofood S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 140.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108274/9.

(160080378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**3L Led Lights Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4931 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 195.345.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108317/9.

(160080215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**VCH Lease S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 176.501.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour VCH Lease S.A.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016108289/11.

(160079849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**VRT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2418 Luxembourg, 3, rue de la Reine.  
R.C.S. Luxembourg B 194.529.

Les comptes annuels de la société 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016108294/12.

(160079811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**A Color, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1343 Luxembourg, 42, Montée de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 204.717.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 12 Mai 2016 que:

1. Il est mis fin au mandat de gérant technique de Monsieur Paulo Jorge DOS SANTOS MADEIRA, Employé, né à SETUBAL (Portugal), le 22 Avril 1968, demeurant à L-4531 Diefferdange, 100, Avenue Charlotte.

- Ces changements prennent effet immédiatement et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016108335/13.

(160081130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**4Ma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 140, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 138.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108318/9.

(160079626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Veda International S.à .rl., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 203.303.

Les statuts coordonnés au 22 avril 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108277/10.

(160080459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**20UGS (Ucits Funds), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, Place de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 177.353.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 9 mai 2016*

L'assemblée générale annuelle des actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Avril 2017, les mandats d'Administrateurs de Messieurs Keyvan KHOSROVSHAHI, Benoit ANDRIANNE (Président du conseil d'administration) et Robert MIZRAHI.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Avril 2017, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agrée, Ernst & Young Services S.A., résidant professionnellement au 35E, avenue John F Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108316/15.

(160080344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**e-NovRisk, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 223, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 177.433.

*Extrait des conventions de cession de parts sociales du 11 mai 2016*

Il résulte de deux conventions de cession de parts sociales sous seing privé du 11 mai 2016, que:

- La société IMOKIM S.à.r.l., établie et ayant son siège social à 56, rue de Koerich à L-8437 STEINFORT et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 150.466, a cédé les 33 parts sociales qu'elle détenait dans la Société, à Monsieur Pierre Castagne, demeurant à 2, Rue Underbach Strasse à CH-6318 Walchwil.

- Monsieur Fabrice Aresu, demeurant à 14, rue du Carreau de la Mine à F-54790 Mancieulles, a cédé les 33 parts sociales qu'il détenait dans la Société, à Monsieur Pierre Castagne, demeurant à 2, Rue Underbach Strasse à CH-6318 Walchwil.

Par conséquent, suite à ces deux cessions de parts sociales du 11 mai 2016, Monsieur Pierre Castagne détient les 100 parts sociales de la Société.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Référence de publication: 2016108334/18.

(160080893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Theam Quant, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 60, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 183.490.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 29 avril 2016*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé, PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, situé au 2 rue Gerhard Mercator, L2182 Luxembourg, pour un terme venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017

Référence de publication: 2016108252/11.

(160079669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Sidcor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 73.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108175/9.

(160080096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**ST Potsdam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.571.

Suite aux résolutions du conseil de gérance prises en date du 23 mars 2016 avec effet au 4 avril 2016, il a été décidé que la ST Potsdam S.à r.l. a change d'adresse comme suit

Du: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Au: 287-289, route d'Arlon L-1150 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Référence de publication: 2016108197/14.

(160079603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Alger Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 55.679.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016108344/10.

(160081289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Allianz Life Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 37.619.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTAL S.A.

Référence de publication: 2016108345/10.

(160080562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**AAM Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 116.476.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108367/11.

(160080770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Azelis Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 19, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 194.636.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016108361/13.

(160081822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Azelis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 19, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 129.324.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016108363/13.

(160081084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Bautrafix S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9147 Erpeldange, 1A, rue du Viaduc.  
R.C.S. Luxembourg B 93.381.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016108423/10.

(160081411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**BBVA Durbana International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 27.711.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 20 avril 2016:*

L'Assemblée décide de:

- renouveler, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017, le mandat des administrateurs suivants:

\* Madame Esther Perez Villalon, Administrateur,

\* Monsieur José Luis Rodríguez Alvarez, Administrateur,

\* Monsieur Edward de Burlet, Administrateur.

- renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, Société coopérative, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société ayant son siège social au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108424/18.

(160081099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**BBVA Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 155.747.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 20 avril 2016*

L'Assemblée décide de:

- renouveler, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017, le mandat des administrateurs suivants:

- \* Madame Esther Perez Villalon, Administrateur,
- \* Monsieur José Luis Rodriguez Alvarez, Administrateur,
- \* Monsieur Javier Marsal Moyano, Administrateur.

- renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, Société coopérative, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société ayant son siège au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108425/18.

(160081098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**BBVA Nova Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 116.731.

—  
*Extrait des résolutions du conseil d'administration du 26 novembre 2015*

Le conseil d'Administration a coopté Madame Gema Martin Espinosa, demeurant professionnellement au Calle Azul 4, E-28050 Madrid en tant que nouvel Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2016 en remplacement de Monsieur Fernandez-Pacheco Ruiz-Villar qui démissionne avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108426/12.

(160081194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Bottega S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 203.156.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 février 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016108420/13.

(160081085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Alfi S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 80.305.

—  
Les comptes annuels du 01.01.2014 au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Mai 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016108384/11.

(160080794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.



**AMT Capital Holdings II S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 181.823.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016108391/9.  
(160081374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**AMT Capital Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 161.326.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle des actionnaires en date du 3 mai 2016*

L'assemblée générale a renouvelé les mandats suivants pour une période prenant fin lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2016:

- M. Jean-François BAHIER, administrateur,
- M. François BROUXEL, administrateur,
- M. Jeremy CADLE, administrateur,
- M. Peter NORRIS, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016108392/15.  
(160081045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**ALAD, Agence Luxembourgeoise Antidopage, Etablissement d'Utilité Publique.**

Siège social: L-2630 Luxembourg, 66, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg G 35.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.  
Référence de publication: 2016108380/10.  
(160081538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Babcock & Brown European Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 109.507.

*Rectificatif au dépôt L160010256*

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016108409/11.  
(160080730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Aventura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 81, rue de l'Alzette.  
R.C.S. Luxembourg B 167.475.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016108404/9.  
(160081156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---



**Aulien S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 164.320.

*Extrait de la décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 29 avril 2016*

Le mandat de la société MAZARS LUXEMBOURG S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159962, en qualité de réviseur d'entreprise agréée de la Société a été renouvelé pour l'exercice fiscal 2016, et prendra fin au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

*Pour la société*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016108403/17.

(160081278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**AMT Capital Holdings III - Société de Titrisation, Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 181.843.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108389/9.

(160081337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**AC. Bim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 1, rue Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 73.956.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108371/9.

(160080623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**ADVICE.INC S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 171.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108376/9.

(160080861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Archiplus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6484 Echternach, 27, rue de la Sûre.  
R.C.S. Luxembourg B 94.889.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 12.05.2016.

Référence de publication: 2016108395/10.

(160080559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Bilia Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.338.000,00.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 184, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 204.743.

*I. Extrait des résolutions écrites prises par le conseil de gérance de la Société en date du 6 avril 2016*

En date du 6 avril 2016, le conseil de gérance de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur Per AVANDER, actuel gérant de la Société, en tant que Président du conseil de gérance de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Monsieur Stefan NORDSTROM, né le 17 août 1966 à Järfälla, Suède, actuel gérant de la Société, résidant à l'adresse professionnelle suivante 3, Norra Långebergsgatan, 421 32 Västra Frölunda, Suède, en tant que nouveau délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Monsieur Alex STOFFELS, né le 14 mars 1963 à Luxembourg, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 184, route de Thionville, L-2610 Luxembourg, en tant que nouveau délégué à la gestion journalière de la Société avec effet 1<sup>er</sup> avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

*II. Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 12 avril 2016*

En date du 12 avril 2016, l'associé unique de la Société a décidé de nommer KPMG Luxembourg, une société coopérative, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B149133, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2016 et qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Bilia Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2016108419/28.

(160080779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Serimus, Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13A, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 192.691.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 29 avril 2016*

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 29 avril 2016 que:

La Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg (Flux en abrégé), immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous B 142.674, ayant son siège social au 29, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, est nommée commissaire aux comptes en remplacement de la société PricewaterhouseCoopers, avec effet à partir des comptes annuels clos au 31 mars 2016 et pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2015.

Référence de publication: 2016108141/15.

(160080628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

---

**Clarins Groupe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 84.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Clarins Groupe S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016108451/11.

(160081330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Azelis Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 19, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 194.636.

In the year two thousand and sixteen, on the seventh day of April.

Before Maître Blanche Moutrier, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jacques Kessler, notary public residing Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, who will keep the original of this deed.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of Azelis Finance S.A., a public limited company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 194636 (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, then public notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, of 21 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 854 dated 27 March 2015. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time by a deed of Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg), dated 1<sup>st</sup> March 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is declared open at 11.30 a.m. with Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, acting as chairperson (the Chairperson), who appoints Mrs Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange, as secretary, and Mrs Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairperson has declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda:*

1. Waiving of notice right;
2. Decision to amend article 12 (Supervisory Board) of the articles of association of the Company (the Articles), which shall now read as follows:

**“ Art. 12. Supervisory Board.**

**12.1 Composition of the Supervisory Board**

(a) The Company shall be supervised by a supervisory board (the Supervisory Board) which shall comprise at least three (3) members, out of which at least one (1) shall be a class A member (the Class A Member(s)) and at least two (2) shall be class B members (the Class B Members).

(b) The General Meeting shall appoint the members of the Supervisory Board and determine their term of office. Members of the Supervisory Board cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for reappointment at the expiry of their term of office.

**12.2 Appointment and removal of members of the Supervisory Board**

(a) The Class A Member(s) and the Class B Members shall be appointed from a list of names proposed by Equityco.

(b) If a legal entity is appointed as a member of the Supervisory Board, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(c) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(d) In the event of vacancy in the office of a member of the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Supervisory Board may elect, by a majority vote, a member of the Supervisory Board to fill such vacancy on a provisional basis and in accordance with article 12.2.(a), until the next General Meeting.

(e) Members of the Supervisory Board may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

**12.3 Appointment and removal of observer(s)**

(a) Class A Members shall be entitled to appoint by notice in writing two (2) representatives to attend as observers (the Observers) at each meeting of the Supervisory Board.

(b) The Observers shall be prohibited from using or disclosing any confidential information or trade secrets that they may have learned while undertaking their role as observers. If at any time whilst exercising their role, the Observers believe being asked to engage in work that will, or will be likely to, jeopardize any confidentiality or other obligations they may

have to the Company, the Observers shall immediately advise the Supervisory Board so that their duties can be modified appropriately.

(c) Each of the Observers:

(i) shall not be a Class A Member or a Class B Member or count for the purposes of a quorum and shall have no voting rights;

(ii) shall be entitled to disclose to Class A Members such information concerning the Supervisory Board as he/she thinks fit; and

(iii) shall have the same rights to receive notice, information and documents in respect of any meeting in respect of which he/she has been appointed as any manager or other person entitled to attend such meeting and may ask all reasonable clarificatory questions at such meetings.

(d) Class A Members shall be entitled to remove any of the Observers and appoint any other person in his/her place.

#### 12.4 Procedure

(a) The Supervisory Board must appoint a chairman from the Class A Members and may choose a secretary.

(b) The Supervisory Board shall meet at the request of any Class A Member.

(c) Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members and the Observers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(d) No notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda of the meeting. A member of the Supervisory Board may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Supervisory Board.

(e) Any member of the Supervisory Board may grant to another member of the Supervisory Board a power of attorney in order to be represented at any Supervisory Board meeting.

(f) The Supervisory Board may only validly deliberate and act if a majority of its members (which shall include one (1) Class A Member) are present or represented. Supervisory Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the members present or represented, apart from the Internal Rules, provided that, at least one (1) Class A Member votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Supervisory Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the members present or represented at the meeting.

(g) Any member of the Supervisory Board and any of the Observers may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(h) Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Supervisory Board meeting, and shall bear the date of the last signature. The Observers shall receive five (5) days prior notice of the passing of any circular resolutions of the Supervisory Board and the contents of such circular resolutions.

(i) The members of the Supervisory Board may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

(j) The Supervisory Board shall function in accordance with its internal rules (the Internal Rules). The Internal Rules may only be adopted and thereafter amended with the Investor Consent.

#### 12.5 Definitions for the purposes of this Article 12:

Equityco means Antelope EquityCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1-3 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194045 or where Equityco ceases to hold shares in Antelope Topco S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194265 and whose registered office is at 1-3 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, the person to whom Equityco last transferred those shares.

Investor Consent means:

(i) the consent or approval (or as the context may require the direction) of one Investor Director given in writing or given at a meeting of the Supervisory Board and specifically referred to as representing Investor Consent (so that an Investor Director may consent or approve a matter (or, as the context may require, direct a matter) in his capacity as a director, without that consent also representing consent, approval or direction under this definition unless he specifically indicates it as being so); or

(ii) the written consent or approval (or, as the context may require, the direction) of Equityco.

Investor Director means any Class A Member of the Supervisory Board."

3. To consider the list of candidates proposed by Antelope EquityCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 194045 (EquityCo) and appoint Frank Bergonzi, born on 15 January 1961 in New Jersey, United States of America, with professional address at 262 Harbor Drive, 3<sup>rd</sup> Floor, Stamford, CT 06902, United States of America, as class B member (membre de classe B) of the supervisory board of the Company (the Supervisory Board) for a period of six (6) years.

4. Miscellaneous.

(ii) That the sole shareholder represented, the proxy of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxy of the represented sole shareholder and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the whole corporate capital being represented at the present Meeting and the sole shareholder represented having declared that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and having waived its rights to the prior notice of the Meeting, no convening notice was necessary.

(iv) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting RESOLVES to waive its right to prior notice of the current Meeting. The Meeting acknowledges having been sufficiently informed of the agenda for the Meeting and confirms that it considers the Meeting validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It was further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Meeting within sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

#### *Second resolution*

The Meeting RESOLVES to amend article 12 (Supervisory Board) of the Articles, which shall now read as follows:

#### **“ Art. 12. Supervisory Board.**

##### 12.1 Composition of the Supervisory Board

(a) The Company shall be supervised by a supervisory board (the Supervisory Board) which shall comprise at least three (3) members, out of which at least one (1) shall be a class A member (the Class A Member(s)) and at least two (2) shall be class B members (the Class B Members).

(b) The General Meeting shall appoint the members of the Supervisory Board and determine their term of office. Members of the Supervisory Board cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office.

##### 12.2 Appointment and removal of members of the Supervisory Board

(a) The Class A Member(s) and the Class B Members shall be appointed from a list of names proposed by Equityco.

(b) If a legal entity is appointed as a member of the Supervisory Board, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(c) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(d) In the event of vacancy in the office of a member of the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Supervisory Board may elect, by a majority vote, a member of the Supervisory Board to fill such vacancy on a provisional basis and in accordance with article 12.2.(a), until the next General Meeting.

(e) Members of the Supervisory Board may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

##### 12.3 Appointment and removal of observer(s)

(a) Class A Members shall be entitled to appoint by notice in writing two (2) representatives to attend as observers (the Observers) at each meeting of the Supervisory Board.

(b) The Observers shall be prohibited from using or disclosing any confidential information or trade secrets that they may have learned while undertaking their role as observers. If at any time whilst exercising their role, the Observers believe being asked to engage in work that will, or will be likely to, jeopardize any confidentiality or other obligations they may have to the Company, the Observers shall immediately advise the Supervisory Board so that their duties can be modified appropriately.

(c) Each of the Observers:



(i) shall not be a Class A Member or a Class B Member or count for the purposes of a quorum and shall have no voting rights;

(ii) shall be entitled to disclose to Class A Members such information concerning the Supervisory Board as he/she thinks fit; and

(iii) shall have the same rights to receive notice, information and documents in respect of any meeting in respect of which he/she has been appointed as any manager or other person entitled to attend such meeting and may ask all reasonable clarificatory questions at such meetings.

(d) Class A Members shall be entitled to remove any of the Observers and appoint any other person in his/her place.

#### 12.4 Procedure

(a) The Supervisory Board must appoint a chairman from the Class A Members and may choose a secretary.

(b) The Supervisory Board shall meet at the request of any Class A Member.

(c) Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members and the Observers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(d) No notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda of the meeting. A member of the Supervisory Board may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Supervisory Board.

(e) Any member of the Supervisory Board may grant to another member of the Supervisory Board a power of attorney in order to be represented at any Supervisory Board meeting.

(f) The Supervisory Board may only validly deliberate and act if a majority of its members (which shall include one (1) Class A Member) are present or represented. Supervisory Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the members present or represented, apart from the Internal Rules, provided that, at least one (1) Class A Member votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Supervisory Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the members present or represented at the meeting.

(g) Any member of the Supervisory Board and any of the Observers may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(h) Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Supervisory Board meeting, and shall bear the date of the last signature. The Observers shall receive five (5) days prior notice of the passing of any circular resolutions of the Supervisory Board and the contents of such circular resolutions.

(i) The members of the Supervisory Board may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

(j) The Supervisory Board shall function in accordance with its internal rules (the Internal Rules). The Internal Rules may only be adopted and thereafter amended with the Investor Consent.

#### 12.5 Definitions for the purposes of this Article 12:

Equityco means Antelope EquityCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1-3 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194045 or where Equityco ceases to hold shares in Antelope Topco S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194265 and whose registered office is at 1-3 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, the person to whom Equityco last transferred those shares.

Investor Consent means:

(i) the consent or approval (or as the context may require the direction) of one Investor Director given in writing or given at a meeting of the Supervisory Board and specifically referred to as representing Investor Consent (so that an Investor Director may consent or approve a matter (or, as the context may require, direct a matter) in his capacity as a director, without that consent also representing consent, approval or direction under this definition unless he specifically indicates it as being so); or

(ii) the written consent or approval (or, as the context may require, the direction) of Equityco.

Investor Director means any Class A Member of the Supervisory Board.”

#### *Third resolution*

The Meeting RESOLVES to consider the list of candidates proposed by EquityCo and appoint Frank Bergonzi, born on 15 January 1961 in New Jersey, United States of America, with professional address at 262 Harbor Drive, 3<sup>rd</sup> Floor,

Stamford, CT 06902, United States of America, as class B member (membre de classe B) of the Supervisory Board, for a period of six (6) years.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS THE MEETING IS CLOSED.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above mentioned appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le septième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier reste dépositaire de la minute.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique (l'Assemblée) de Azelis Finance S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194636 (la Société).

La Société a été constituée par un acte notarié de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 21 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 854, daté du 27 mars 2015. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg), daté du 1<sup>er</sup> mars 2016, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 11h30 sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange (le Président), qui désigne Madame Marisa GOMES, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, comme secrétaire et comme scrutateur Madame Marisa GOMES, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, comme scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Modification de l'article 12 (Conseil de Surveillance) des statuts de la Société (les Statuts) qui aura désormais la teneur suivante:

#### **« Art. 12. Conseil de Surveillance.**

##### 12.1 Composition du Conseil de Surveillance

(a) La Société est supervisée par un conseil de surveillance (le Conseil de Surveillance) qui devra comprendre au moins trois (3) membres, parmi lesquels au moins un (1) sera un membre de classe A (le(s) Membre(s) de Classe A) et au moins deux (2) seront des membres de classe B (les Membres de Classe B).

(b) L'Assemblée Générale devra nommer les membres du Conseil de Surveillance et fixer la durée de leur mandat. Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent pas être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat.

##### 12.2 Nomination et révocation des membres du Conseil de Surveillance

(a) Les Membres de Classe A et les Membres de Classe B sont nommés à partir d'une liste de noms proposée par Equityco.

(b) Si une personne morale est nommée membre du Conseil de Surveillance, elle doit désigner un représentant permanent pour exercer ses fonctions. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans exclusion de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(c) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(d) En cas de vacance d'un poste de membre du Conseil de Surveillance, pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les membres du Conseil de Surveillance restants pourront élire, à la majorité des votes, un membre du Conseil de



Surveillance pour pourvoir au poste vacant de manière provisoire et en conformité avec l'article 12.2.(a), jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

(e) Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'Assemblée Générale.

#### 12.3 Nomination et révocation d'observateur(s)

(a) Les Membres de Classe A auront le droit de nommer par notification écrite deux (2) représentants pour assister en qualité d'observateurs (les Observateurs) à chaque réunion du Conseil de Surveillance.

(b) Les Observateurs auront l'interdiction d'utiliser ou de divulguer des informations confidentielles ou des secrets commerciaux qu'ils pourront avoir appris dans l'exercice de leur rôle d'observateurs. Si à tout moment lors de l'exercice de leur rôle, les Observateurs pensent qu'on leur demande d'entreprendre un travail qui sera ou serait susceptible de compromettre l'obligation de confidentialité ou d'autres engagements qu'ils pourraient avoir envers la Société, les Observateurs devront immédiatement aviser le Conseil de Surveillance de sorte que leurs fonctions soient modifiées en conséquence.

(c) Chacun des Observateurs:

(i) ne devra pas être un Membre de Classe A ou Membre de Classe B ou être pris en compte pour le calcul d'un quorum et ne devra avoir aucun droit de vote;

(ii) devra être autorisé à divulguer aux Membres de Classe A toute information relative à la Société qu'il/elle considère adéquat; et

(iii) devra bénéficier des mêmes droits de réception de convocation, d'informations et de documents concernant toutes réunions, que ceux auxquelles toute gérant ou toute autre personne autorisée à participer auxdites réunions, a droit, et peut formuler toutes les demandes raisonnables de clarification lors desdites réunions

(d) Les Membres de Classe A auront le droit de révoquer n'importe lequel des Observateurs et nommer tout autre personne à sa place.

#### 12.4 Procédure

(a) Le Conseil de Surveillance doit élire en son sein un président choisi parmi les Membres de Classe A et peut désigner un secrétaire.

(b) Le Conseil de Surveillance se réunit à la demande de tout Membre de Classe A.

(c) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Surveillance devra être donnée à tous les membres et aux Observateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence devront être mentionnées dans la convocation.

(d) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un membre du Conseil de Surveillance peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance.

(e) Tout membre du Conseil de Surveillance peut donner une procuration à tout autre membre du Conseil de Surveillance afin de le représenter à n'importe quelle réunion du Conseil de Surveillance.

(f) Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres (qui doit inclure au moins un (1) Membre de Classe A) sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Surveillance sont valablement adoptées à la majorité des voix des membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés, sous réserve des Règles Internes, à condition, qu'au moins un (1) Membre de Classe A vote en faveur de la décision. La voix du président sera prépondérante en cas de partage des voix, Les décisions du Conseil de Surveillance devront être consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés à la réunion.

(g) Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à n'importe quelle réunion du Conseil de Surveillance par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(h) Des résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance valablement convoquée et tenue et porteront la date de la dernière signature. Les Observateurs devront recevoir une notification de l'adoption de résolutions circulaires par Le Conseil de Surveillance et le contenu de ces résolutions cinq (5) jours à l'avance.

(i) Les membres du Directoire ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

(j) Le Conseil de Surveillance fonctionne conformément avec ses règles internes (les Règles Internes). Les Règles Internes peuvent seulement être adoptées et par la suite modifiées avec l'Accord d'Investisseur.

#### 12.5 Définitions pour les besoins du présent article 12:

Equityco signifie Antelope EquityCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194045 ou lorsque Equityco cesse de détenir des actions dans Antelope Topco S.C.A., une société en commandite par actions constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194265, la personne à laquelle Equityco a transféré en dernier ces actions.

L'Accord d'Investisseur signifie:

(i) L'accord ou l'approbation (ou conformément au contexte si de besoin l'instruction) d'un Administrateur Investisseur donné par écrit ou donné à l'occasion d'une réunion du Conseil de Surveillance et spécifiquement désigné comme étant un Accord d'Investisseur (de sorte qu'un Administrateur Investisseur puisse consentir ou approuver une question (ou, conformément au contexte si de besoin donner une instruction sur une question) en sa qualité d'administrateur, sans que ce consentement représentant son consentement, approbation ou instruction sous la présente définition sauf s'il l'indique expressément comme tel); ou

(ii) l'accord écrit ou l'approbation (ou, selon le contexte, l'instruction) de Equityco.

L'Administrateur Investisseur signifie tout Membre de Classe A du Conseil de Surveillance.»

3. Prise en compte de la liste des candidats proposés par Antelope EquityCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 1-3 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 194045 (EquityCo) et nomination de Frank Bergonzi, né le 15 janvier 1961 au New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 262 Harbor Drive, 3<sup>rd</sup> Floor, Stamford, CT 06902, Etats-Unis d'Amérique, en tant que membre de classe B du conseil de surveillance de la Société (le Conseil de Surveillance) pour une période de six (6) ans.

4. Divers.

(ii) Que l'actionnaire unique représenté, la procuration de l'actionnaire unique représenté ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, dûment signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau sera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(iii) Que la totalité du capital social est représentée à la présente Assemblée et l'actionnaire unique représenté ayant déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui lui a été communiqué au préalable, et ayant renoncé à son droit à une convocation préalable à l'Assemblée, il a pu être fait abstraction de la convocation d'usage.

(iv) Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour.

Puis après avoir délibéré, l'Assemblée a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée DECIDE de renoncer à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente Assemblée. L'Assemblée reconnaît avoir été suffisamment informée de l'ordre du jour et considère l'Assemblée valablement convoquée et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette Assemblée a été mise à la disposition de l'Assemblée dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

#### *Seconde résolution*

L'Assemblée DECIDE de modifier l'article 12 (Conseil de Surveillance) des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

#### **« Art. 12. Conseil de Surveillance.**

##### 12.1 Composition du Conseil de Surveillance

(a) La Société est supervisée par un conseil de surveillance (le Conseil de Surveillance) qui devra comprendre au moins trois (3) membres, parmi lesquels au moins un (1) sera un membre de classe A (le(s) Membre(s) de Class A) et au moins deux (2) seront des membres de classe B (les Membres de Class B).

(b) L'Assemblée Générale devra nommer les membres du Conseil de Surveillance et fixer la durée de leur mandat. Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent pas être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat.

##### 12.2 Nomination et révocation des membres du Conseil de Surveillance

(a) Les Membres de Class A et les Membres de Classe B sont nommés à partir d'une liste de noms proposée par Equityco.

(b) Si une personne morale est nommée membre du Conseil de Surveillance, elle doit désigner un représentant permanent pour exercer ses fonctions. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans exclusion de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(c) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(d) En cas de vacance d'un poste de membre du Conseil de Surveillance, pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les membres du Conseil de Surveillance restants pourront élire, à la majorité des votes, un membre du Conseil de Surveillance pour pourvoir au poste vacant de manière provisoire et en conformité avec l'article 12.2.(a), jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

(e) Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'Assemblée Générale.

#### 12.3 Nomination et révocation d'observateur(s)

(a) Les Membres de Classe A auront le droit de nommer par notification écrite deux (2) représentants pour assister en qualité d'observateurs (les Observateurs) à chaque réunion du Conseil de Surveillance.

(b) Les Observateurs auront l'interdiction d'utiliser ou de divulguer des informations confidentielles ou des secrets commerciaux qu'ils pourront avoir appris dans l'exercice de leur rôle d'observateurs. Si à tout moment lors de l'exercice de leur rôle, les Observateurs pensent qu'on leur demande d'entreprendre un travail qui sera ou serait susceptible de compromettre l'obligation de confidentialité ou d'autres engagements qu'ils pourraient avoir envers la Société, les Observateurs devront immédiatement aviser le Conseil de Surveillance de sorte que leurs fonctions soient modifiées en conséquence.

(c) Chacun des Observateurs:

(i) ne devra pas être un Membre de Classe A ou Membre de Classe B ou être pris en compte pour le calcul d'un quorum et ne devra avoir aucun droit de vote;

(ii) devra être autorisé à divulguer aux Membres de Classe A toute information relative à la Société qu'il/elle considère adéquat; et

(iii) devra bénéficier des mêmes droits de réception de convocation, d'informations et de documents concernant toutes réunions, que ceux auxquelles tout gérant ou toute autre personne autorisée à participer auxdites réunions, a droit, et peut formuler toutes les demandes raisonnables de clarification lors desdites réunions

(d) Les Membres de Classe A auront le droit de révoquer n'importe lequel des Observateurs et nommer tout autre personne à sa place.

#### 12.4 Procédure

(a) Le Conseil de Surveillance doit élire en son sein un président choisi parmi les Membres de Classe A et peut désigner un secrétaire.

(b) Le Conseil de Surveillance se réunit à la demande de tout Membre de Classe A.

(c) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Surveillance devra être donnée à tous les membres et aux Observateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence devront être mentionnées dans la convocation.

(d) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un membre du Conseil de Surveillance peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance.

(e) Tout membre du Conseil de Surveillance peut donner une procuration à tout autre membre du Conseil de Surveillance afin de le représenter à n'importe quelle réunion du Conseil de Surveillance.

(f) Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres (qui doit inclure au moins un (1) Membre de Classe A) sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Surveillance sont valablement adoptées à la majorité des voix des membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés, sous réserve des Règles Internes, à condition, qu'au moins un (1) Membre de classe A vote en faveur de la décision. La voix du président sera prépondérante en cas de partage des voix, Les décisions du Conseil de Surveillance devront être consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés à la réunion.

(g) Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à n'importe quelle réunion du Conseil de Surveillance par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(h) Des résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance valablement convoquée et tenue et porteront la date de la dernière signature. Les Observateurs devront recevoir une notification de l'adoption de résolutions circulaires par Le Conseil de Surveillance et le contenu de ces résolutions cinq (5) jours à l'avance.

(i) Les membres du Directoire ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

(j) Le Conseil de Surveillance fonctionne conformément avec ses règles internes (les Règles Internes). Les Règles Internes peuvent seulement être adoptées et par la suite modifiées avec l'Accord d'Investisseur.

#### 12.5 Définitions pour les besoins du présent article 12:

Equityco signifie Antelope EquityCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194045 ou lorsque Equityco cesse de détenir des actions dans Antelope Topco S.C.A., une société en commandite par actions constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194265, la personne à laquelle Equityco a transféré en dernier ces actions.

L'Accord d'Investisseur signifie:

(i) L'accord ou l'approbation (ou conformément au contexte si de besoin l'instruction) d'un Administrateur Investisseur donné par écrit ou donné à l'occasion d'une réunion du Conseil de Surveillance et spécifiquement désigné comme étant un Accord d'Investisseur (de sorte qu'un Administrateur Investisseur puisse consentir ou approuver une question (ou, conformément au contexte si de besoin donner une instruction sur une question) en sa qualité d'administrateur, sans que ce consentement représentant son consentement, approbation ou instruction sous la présente définition sauf s'il l'indique expressément comme tel); ou

(ii) l'accord écrit ou l'approbation (ou, selon le contexte, l'instruction) de Equityco.

L'Administrateur Investisseur signifie tout Membre de Classe A du Conseil de Surveillance.»

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée DECIDE de prendre en compte la liste des candidats proposés par EquityCo et de nommer Frank Bergonzi, né le 15 janvier 1961 au New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 262 Harbor Drive, 3<sup>rd</sup> Floor, Stamford, CT 06902, Etats-Unis d'Amérique, en tant que membre de classe B du Conseil de Surveillance pour une période de six (6) ans.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Gomes, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 avril 2016. Relation: EAC/2016/8653. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016108360/485.

(160080974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

#### **Asia Green Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 206.034.

#### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on twenty-ninth day of April.

Before Us Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Ms. Christine von Arx-Lustenberger, Swiss citizen, born on September 29, 1975 in Zurich (Switzerland), with professional address at Schlossgasse 23, 5600 Lenzburg, Switzerland,

here represented by Peggy Simon, employee, professionally residing at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Binningen (Switzerland), on April 27, 2016.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the party appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

## Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

**Art. 1. Form.** There is formed a private limited liability company (hereafter the “Company”), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

**Art. 2. Object.** The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Name.** The Company will have the name of “Asia Green Real Estate S.à r.l.”.

**Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

## Chapter II. Capital, Shares

**Art. 6. Subscribed Capital.** The share capital is set at two hundred thousand U.S. Dollars (USD 200,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each, which are divided into:

- two thousand (2,000) class A shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class A Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class B shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class B Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class C shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class C Shares”) all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class D shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class D Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class E shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class E Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class F shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class F Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class G shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class G Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class H shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class H Shares”), all subscribed and fully paid up;
- two thousand (2,000) class I shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class I Shares”), all subscribed and fully paid up; and



- two thousand (2,000) class J shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each (the “Class J Shares”), all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles and the Law.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Increase and Decrease of Capital.** The share capital may be increased, or decreased, in one or several time(s) at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 18 of these Articles, or, as the case may be, provided in the Law for any amendment to these Articles, provided that:

(i) any reduction in the subscribed share capital of the Company shall be permitted only in accordance with the repurchase and cancellation procedures of Section 5 of Article 8 below;

(ii) any increase in the subscribed share capital (a) shall be made proportionally to each Class of Shares then outstanding and (b) must result in each shareholder holding a proportionate part of each Class of Shares then outstanding;

(iii) any subdivision of a Class of Shares into new Classes of Shares must result in each shareholder of the former undivided Class of Shares holding a proportionate part of each new subdivided Class of Shares; and

(iv) any combination or aggregation of Classes of Shares into a new Class of Shares must result in each shareholder of the former Classes of Shares holding a proportionate part of the new, combined Class of Shares.

#### **Art. 8. Shares.**

##### Section 1. Shares

Ownership of one or several share(s) carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

##### Section 2. Subscription and Transfer of Shares

Any Shareholder who subscribes for or otherwise acquires shares must acquire a proportionate amount of each Class of Shares issued and then outstanding.

The sole shareholder may transfer freely its shares, subject to the limitations contained in this section, when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders, subject to the limitations contained in this section, when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the share capital, in accordance with Article 189 of the Law.

Without prejudice to the right of the Company to repurchase a whole Class of its own shares followed by their immediate cancellation pursuant to Section 5 of this Article, no shareholder shall sell or otherwise transfer his/her/its shares of any Class to any person without concurrently selling or otherwise transferring to such person the transferring shareholder's proportionate interest in each other Class of Shares then held by the transferring shareholder.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

##### Section 3. Profit Sharing

The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in Article 21 in any year in which the general meeting of shareholders resolves to make any distribution of dividends.

##### Section 4. Voting rights

Each share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

##### Section 5. Repurchase of Shares

The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of a Class of Shares, in whole but not in part, as may be determined from time-to-time by the Board of Managers (as defined below) and approved by the general meeting of shareholders, provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. In case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order:

- (i) Class J Shares;
- (ii) Class I Shares;
- (iii) Class H Shares;
- (iv) Class G Shares;

- (v) Class F Shares;
- (vi) Class E Shares;
- (vii) Class D Shares;
- (viii) Class C Shares;
- (ix) Class B Shares.

In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and the cancellation of a whole Class of Shares (in the order provided above), each such Class of Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board of Managers and approved by the general meeting of shareholders with respect to the Class of Shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled Class shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

#### Section 6. Definitions

For the purpose of this Article 8, the following definitions shall apply:

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital decrease and Legal Reserve reduction relating to the Class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles of Association.

Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Shares.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a Class of Shares.

Legal Reserve has the meaning given to it in Article 21.

Shareholders means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles and Shareholder means any of them.

Shares means all the issued shares from time to time in the capital of the Company.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

**Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

### Chapter III. Manager(s)

**Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** The Company is managed by one or several manager(s). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the “Board of Managers”).

The members of the Board of Managers might be split into two categories, respectively denominated “Category A Managers” and “Category B Managers”.

The managers do not need to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their mandate.



**Art. 11. Powers of the Manager(s).** In dealing with third parties, the manager or the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided that the terms of this Article have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the Board of Managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholder(s), selected from its members or not, either shareholders or not.

**Art. 12. Day-to-day Management.** The manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the Board of Managers.

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** The meetings of the Board of Managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his/her place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in Article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more manager(s) may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the Board of Managers.

**Art. 14. Liability - Indemnification.** The manager or the Board of Managers assumes, by reason of his/her/its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his/her heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

**Art. 15. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the manager(s) or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as

otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of shareholders.

#### Chapter IV. Shareholder(s)

**Art. 16. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by the Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with the Law by the Board of Managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the share capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

**Art. 17. Powers of the General Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the Board of Managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 18. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject, by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority conditions required for the amendment of the Articles, will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The general meeting of shareholders shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

#### Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

**Art. 19. Financial Year.** The Company's accounting year starts on April 1<sup>st</sup> and ends on March 31<sup>st</sup> of the following year.

**Art. 20. Adoption of Financial Statements.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21. Appropriation of Profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profits of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profits will be transferred to the reserve required by the Law (the "Legal Reserve"). This deduction ceases to be compulsory when the Legal Reserve amounts to one tenth of the subscribed share capital but must be resumed till the Legal Reserve is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

After the allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the net profits will be disposed by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distribution.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- first, the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class I Shares, and then,
- the holders of Class J Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class J Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Section 5 of Article 8 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class I Shares).

**Art. 22. Interim Dividends.** Subject to the conditions provided in Article 21 of the Articles, the manager or the Board of Managers may pay out Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the Board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the Board of Managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profits of the current financial year has been allocated to the Legal Reserve.

## **Chapter VI. Dissolution, Liquidation**

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority conditions provided for the amendment of the Articles.

At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions in Article 21 hereof.

## **Chapter VII. Applicable Law**

**Art. 24. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on March 31<sup>st</sup>, 2017.

### *Subscription - Payment*

Ms. Christine von Arx-Lustenberger, a Swiss resident born on September 29, 1975 in Zurich (Switzerland) with professional address at Schlossgasse 23, 5600 Lenzburg, Switzerland, here represented by Ms. Peggy Simon, professionally residing in Luxembourg, address at 9, Rabatt L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Binningen (Switzerland), on April 27, 2016, subscribes for twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10;-) each, as follows:

- all the two thousand (2,000) Class A Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class B Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class C Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class D Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class E Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class F Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class G Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class H Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-);
- all the two thousand (2,000) Class I Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-); and
- all the two thousand (2,000) Class J Shares with a nominal value of ten U.S. Dollars (USD 10.-) each are subscribed for a total subscription value of twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000.-).

All the above-mentioned Shares whose aggregate subscription value amounts to two hundred thousand U.S. Dollars (USD 200,000.-) have been fully paid-up by contribution in cash of nine hundred eighty thousand U.S. Dollars (USD 980,000.-), out of which:

- (i) two hundred thousand U.S. Dollars (USD 200,000.-) are allocated to the share capital of the Company; and
- (ii) seven hundred eighty thousand U.S. Dollars (USD 780,000.-) are allocated to the share premium account of the Company.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at two thousand five hundred Euro (EUR 2.500.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of managers at three (3).
2. Appoint the following persons as Company's managers:

*- Category A Managers:*

- Mr. Juerg Syz, born in Zurich (Switzerland), on January 29, 1977, with professional address at Asylstrasse 77, 8032 Zurich, Switzerland;

- Mr. Andreu Goodridge, born in Mexico City (Mexico), on May 12, 1973, with professional address at 291, Fumin Rd, Suite 706, 200031 Shanghai, People's Republic of China; and

*- Category B Manager:*

- Mr. Marcel Van Laetem, born in Meise (Belgium), on August 24, 1952, with professional address at 107-111, Route d'Arlon, L-8009, Strassen, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

3. Determine the address of the Company at 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the party appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Madame Christine von Arx-Lustenberger, de nationalité Suisse, née le 29 septembre 1975 à Zurich (Suisse), ayant son adresse professionnelle à Schlossgasse 23, 5600 Lenzburg, Suisse,

ici représentée par Peggy Simon, employée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Binningen (Suisse) le 27 avril 2016.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée:

### Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à tout moment, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou de création de parts sociales nouvelles.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, des certificats de dépôt, des unités de trust, tout instrument de dette et en général tout(e) valeur ou instrument financier émis(e) par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut émettre des bons, des obligations et tout autre titre représentatif d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou de l'émission de titres de créance, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever ou hypothéquer tout ou partie de ses avoirs. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra procéder à toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui se rapportent de manière directe ou indirecte à son objet social.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «Asia Green Real Estate S.à.r.l.»

**Art. 5. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

### Chapitre II. Capital, Parts Sociales

**Art. 6. Capital Souscrit.** Le capital social est fixé à deux cent mille Dollars américains (USD 200,000,-) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-) chacune est divisée comme suit:

- deux mille (2.000) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-) toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;



- deux mille (2.000) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées;
- deux mille (2.000) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J»), ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-), toutes souscrites et intégralement libérées.

Les droits et obligations attachées aux parts sociales sont identiques sauf disposition contraire des statuts et de la Loi.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social.** Le capital social émis peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 18 ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts, à condition que:

(i) toute réduction du capital social de la Société soit seulement permises conformément aux procédures de rachat et d'annulation de la Section 5 de l'article 8 ci-dessous;

(ii) toute augmentation de capital (a) doit être faite proportionnellement dans chaque Classe de Parts Sociales en circulation et (b) doit conduire à ce que chaque associé détienne une part proportionnelle dans chaque Classe de Parts Sociales en circulation;

(iii) toute subdivision d'une Classe de Parts Sociales en nouvelles Classes de Parts Sociales doit conduire à ce que chaque associé de l'ancienne Classe de parts sociales non-divisée détienne une part proportionnelle de chaque nouvelle Classe de Parts Sociales subdivisée; et

(iv) toute association ou cumul de Classes de Parts Sociales en une nouvelle Classe de Parts Sociales doit conduire à ce que chaque associé des anciennes Classes de Parts Sociales détienne une part proportionnelle de la nouvelle Classe de Parts Sociale combinée.

## **Art. 8. Parts Sociales.**

### Section 1. Parts Sociales

La propriété d'une ou de plusieurs part(s) sociale(s) emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

### Section 2. Souscription et cession de Parts Sociales

Tout associé qui souscrit ou acquiert autrement des parts sociales doit acquérir un montant proportionnel de chaque Classe de Parts Sociales émises et en circulation.

La cession de parts sociales détenues par l'associé unique est libre, sous réserve des limitations contenues dans cette section, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, sous réserve des limitations contenues dans cette section, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

Sans préjudice du droit de la Société de racheter une Classe entière de ses propres Parts Sociales suivi de leur annulation immédiate conformément à la section 5 de cet article, aucun associé ne peut vendre ou céder autrement ses Parts Sociales de toute Classe à une personne sans simultanément vendre ou céder autrement à cette personne l'intérêt proportionnel de l'associé cédant dans chaque Classe de Parts Sociales ainsi détenu par cet associé cédant.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

### Section 3. Partage des bénéfices

Toute distribution des bénéfices de la Société doit être faite conformément à l'article 21, pour toutes les années pour lesquelles l'assemblée générale des associés décide d'y procéder.

#### Section 4. Droits de vote

Chaque part sociale confère à son détenteur un vote sur tous les sujets sur lesquels les associés ont un droit de vote.

#### Section 5. Rachat de parts sociales

Le capital social de la Société peut être réduit par le biais d'un rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales, en tout mais pas en partie, tel que déterminé de temps en temps par le Conseil de Gérance (telle que défini ci-dessous) et approuvé par l'assemblée générale des associés, à condition cependant que la Société ne puisse pas racheter et annuler les Parts Sociales de Classe A. En cas de rachat et d'annulation de toute une Classe de Parts Sociales, ce rachat et cette annulation des parts sociales doit être faite selon l'ordre suivant:

- (i) les Parts Sociales de Classe J;
- (ii) les Parts Sociales de Classe I;
- (iii) les Parts Sociales de Classe H;
- (iv) les Parts Sociales de Classe G;
- (v) les Parts Sociales de Classe F;
- (vi) les Parts Sociales de Classe E;
- (vii) les Parts Sociales de Classe D;
- (viii) les Parts Sociales de Classe C;
- (ix) les Parts Sociales de Classe B.

En cas de réduction de capital social par rachat et annulation d'une Classe entière de Parts Sociales (selon l'ordre susmentionné), chaque Classe de Parts Sociales confère à son détenteur (en proportion de sa détention dans cette Classe de Parts Sociales) à cette proportion dans le Montant Total d'Annulation tel que déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'assemblée générale des associé au sujet de la Classe de Parts Sociales à racheter et les détenteurs de parts sociales racheter et annulées recevront de la Société un montant équivalent à la Valeur Nette d'Inventaire par Part Social pour chaque part sociale de la Classe de Parts Sociales détenue par eux et annulée.

#### Section 6. Définitions

Pour les besoins de cet article 8, les définitions suivantes s'appliquent:

«Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés) dans la mesure où les associés auraient droit aux distributions de dividendes conformément à ces Statuts, augmenté par (i) toutes les réserves librement distribuables (incluant, afin d'éviter tout doute, la réserve du compte de prime d'émission) et (ii) le cas échéant le montant de la diminution du capital et de la réduction de la Réserve Légale relative au rachat et à l'annulation d'une Classe de Parts Sociales, mais réduit de (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées) et de (ii) toutes sommes devant être placées dans un compte de réserve conformément aux exigences de la Loi ou de ces Statuts, chaque fois tel qu'indiqué dans les Comptes Intérimaires correspondants, (sans double comptage, pour dissiper tout doute) afin que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Par laquelle:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (incluant les bénéfices reportés)

P = toute réserve librement distribuable (incluant la réserve de compte de prime d'émission)

CR = le montant de la réduction de capital et de la réduction de la Réserve Légale relative à l'annulation d'une classe de parts sociales

L = les pertes (incluant les pertes reportées)

LR = toutes sommes devant être placées dans un compte de réserve conformément à la Loi ou à ces Statuts;

«Valeur d'Annulation par Part Sociale» doit être calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation devant être appliqué à la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée par le nombre de parts sociales émises dans cette Classe de Parts Sociales.

«Comptes Intérimaires» désigne les comptes intérimaires de la Société selon les PCGR luxembourgeois à la Date des Comptes Intérimaires.

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date, au plus tôt huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Classe de Parts Sociales.

«Réserve Légale» a la signification donnée dans l'Article 21; et

«Associés» désigne une personne détenant des parts ou à qui des parts seront cédées ou émises à tout moment (excluant la Société) en conformité avec les termes des Statuts et «Associé» désigne l'un d'entre eux.

«Parts Sociales» désigne toutes les parts sociales émises à tout moment dans le capital de la Société.

«Montant Total de l'Annulation» désigne le montant déterminé par le Conseil de Gérance, pris et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base de Comptes Intérimaires récents. Le Montant Total de l'Annulation doit être inférieur ou égal à la totalité du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe de Parts Sociales sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés prise de la manière prévue pour une modification des Statuts, à condition que le Montant Total de l'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.



**Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

### Chapitre III. Gérant(s)

**Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s). Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»). Les membres du Conseil de Gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

**Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le Conseil de Gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le Conseil de Gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

**Art. 12. Gestion Journalière.** Le gérant ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le Conseil de Gérance.

**Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** Les réunions du Conseil de Gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

**Art. 14. Responsabilité, Indemnisation.** Le gérant ou le Conseil de Gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/elle au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutants et administrateurs, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

**Art. 15. Conflit d'Intérêt.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou firme n'est affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérant(s) ou fondés de pouvoirs de la Société y ont un intérêt personnel, ou sont gérant, associé, membre, fondé de pouvoirs ou employé de cette autre société ou firme. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs qui remplira en même temps des fonctions de gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où un gérant de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou à la prochaine assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Associé(s)

**Art. 16. Assemblée Générale des Associés.** Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le Conseil de Gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil de Gérance.

**Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des associés.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au gérant ou au Conseil de Gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 18. Procédure - Vote.** Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi, aux conditions de quorum et de majorité fixées pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

L'assemblée générale des associés adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les bulletins blancs ou endommagés ne devront pas être pris en compte.

Chaque action donne droit à une voix.

#### Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 19. Année Sociale.** L'année comptable commence le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

**Art. 20. Approbation des Comptes Annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice comptable, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte de résultat sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, à l'approbation de l'assemblée générale des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

**Art. 21. Affectation des Résultats.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale exigée par la Loi (la «Réserve Légale»). Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la Réserve Légale aura atteint un dixième du capital social souscrit, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Après dotation de la Réserve Légale, les associés détermineront comment le solde des bénéfices nets sera employé en allouant tout ou partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à l'exercice suivant ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux associés, chaque part sociale donnant droit à la même proportion dans ces distributions.

Chaque année où la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, à partir des bénéfices nets et des réserves disponibles issues de bénéfices non distribués, incluant toute prime d'émission, le montant attribuable à cet effet sera distribué suivant l'ordre de priorité suivant:

- tout d'abord, les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule soixante pourcent (0,60 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe A; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe B auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante-cinq pourcent (0,55 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe B; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante pourcent (0,50 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe C; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante-cinq pourcent (0,45 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe D; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe E auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante pourcent (0,40 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe E; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe F auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe F; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe G auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente pourcent (0,30 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe G; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe H auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe H; ensuite,
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe I auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe I; et enfin,
- les détenteurs de Parts Sociales de classe J auront droit pour chaque année considérée au reste de toute distribution de dividendes.

Si l'entière de la dernière Classes de Parts Sociales (par ordre alphabétique, par exemple, initialement, les Parts Sociales de Classe J) a été rachetée ou annulée conformément aux dispositions de la Section 5 de l'Articles 8 des présents Statuts au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes devra alors être attribué à la dernière Classe de Parts Sociales la précédant dans l'ordre alphabétique inversé (par exemple, initialement, les Parts Sociales de Classe I).

**Art. 22. Dividendes Intérimaires.** Sous réserve des conditions prévues à l'article 21 des Statuts, le gérant ou le Conseil de Gérance peut distribuer des acomptes sur dividendes à tout moment, dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le Conseil de Gérance;
- ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;
- la décision de distribuer des acomptes sur dividendes est prise par le gérant ou le Conseil de Gérance;
- le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année sociale en cours a été attribué à la Réserve Légale.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des associés prise aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Après le paiement de toutes les dettes et charges de la Société, en ce inclut les frais de liquidation, le boni de liquidation sera distribué aux associés afin de parvenir sur une base globale au même résultat économique que les règles de distribution prévues pour la distribution de dividendes à l'article 21 des présents Statuts.

## Chapitre VII. Loi Applicable

**Art. 24. Loi Applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice comptable commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 mars 2017.

### *Souscription - Libération*

Madame Christine von Arx-Lustenberger, de nationalité suisse, née le 29 septembre 1975 à Zurich (Suisse), ayant son adresse professionnelle à Schlossgasse 23, 5600 Lenzburg, Suisse, ici représentée par Madame Peggy Simon, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt L-6475 Echternach, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Binningen (Suisse), le 27 avril 2016, souscrit à vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10,-) chacune, comme suit:

- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe A ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe B ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe C ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe D ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe E ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe F ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe G ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe H ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe I ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-);
- toutes les deux mille (2.000) Parts Sociales de Classe J ayant une valeur nominale de dix Dollars américains (USD 10.-), chacune, ont été souscrites pour un montant total de souscription de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-).

Toutes les Parts Sociales susmentionnées dont la valeur totale de souscription est de deux cent mille Dollars américains (USD 200.000,-) ont été intégralement libérées par apport en numéraire d'un montant de neuf cent quatre-vingt mille Dollars américains (USD 980.000s-), dont:

- (i) deux cent mille Dollars américains (USD 200.000,-) sont alloués au capital de la Société; et
- (ii) sept cent quatre-vingt mille Dollars américains (USD 780.000,-) sont alloués au compte prime d'émission de la Société.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500.-).

### *Décisions de l'associée unique*

L'associée unique décide de:

1. déterminer le nombre de gérants à trois (3).
2. nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- *Gérants de Catégorie A:*

- M. Juerg Syz, né à Zurich (Suisse), le 29 janvier 1977, ayant son adresse professionnelle au 77, Asylstrasse, 8032 Zurich, Suisse;

- M. Andreu Goodridge, né à Mexico (Mexique), le 12 mai 1973, ayant son adresse professionnelle au 291, Fumin Rd, Suite 706, 200031 Shanghai, République Populaire de Chine; et

- *Gérant de Catégorie B:*

- M. Marcel Van Laetem, né à Meise (Belgique), le 24 août 1952, ayant son adresse professionnelle au 107-111, Route d'Arlon, L-8009, Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat des gérants est illimitée.

3. établir l'adresse du siège social de la Société au 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur la demande de la comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 mai 2016. Relation: GAC/2016/3574. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108356/815.

(160081005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

#### **Albatros Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 206.035.

#### — STATUTEN

Im Jahre zweitausend und sechszehn, den vierten Mai.

Vor dem amtierenden Notar Paul Bettingen, mit Amtswohnsitz in Niederanven, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist Erschienen:

Pareto Beteiligungen GmbH, (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), mit Sitz in ABC-Strasse 45, D-20354 Hamburg, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Hamburg, unter der Nummer 125142, hier vertreten durch Herr Jean-Pierre Dias, Angestellter, beruflich wohnhaft in Senningerberg, auf Grund einer ihm ausgestellte Vollmacht.

Besagte Vollmacht wird nach gehöriger „ne varietur“ Unterzeichnung, durch den Vollmachtnehmer und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen.

Die Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht den amtierenden Notar die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründet, zu beurkunden:

#### **Kapitel I. Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Albatros Holding“ gegründet (im Folgenden: die "Gesellschaft"), und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Gesellschafter Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und das Halten von Beteiligungen in jedweder Form an bestehenden oder zu gründenden in- und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen.

Die Gesellschaft darf insbesondere folgende Tätigkeiten im In- oder Ausland ausüben:

- den Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen durch Geldeinlage, Übertragung von Vermögensgegenständen, Verschmelzung oder auf jede andere zulässige Art und Weise; die Gründung von Gesellschaften oder Unternehmen; die Kreditaufnahme jeglicher Art unter allen rechtlich zulässigen Bedingungen, und insbesondere die Ausgabe von Schuldtiteln jeglicher Art;



- den Abschluss oder die Beteiligung an Finanzierungen oder die Einräumung von Sicherheiten für eigene Zwecke oder zugunsten von Gesellschaften oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;

- die Kreditgewährung in jedweder Form an Gesellschaften oder Unternehmen, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;

- Studien durchführen und technische, rechtliche, buchhalterische, finanzielle, kommerzielle und administrative oder geschäftsführungsbezogene Unterstützungsleistungen für Rechnung der Gesellschaften oder Unternehmen, in denen sie direkt oder indirekt Beteiligungen hält, die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind oder für Rechnung Dritter.

- Allgemeiner kann die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszwecks alle rechtlich zulässigen kommerziellen oder finanziellen Transaktionen durchführen, einschließlich aller auf Immobilien oder bewegliches Vermögen bezogenen Transaktionen.

Die Gesellschaft tätigt keine Transaktionen, die dazu führen, dass ihre Tätigkeit als im Bereich des Finanzsektors regulierte Tätigkeit angesehen wird.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

Er kann entsprechend der für eine Änderung der Satzung geltenden gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung ihrer Anteilhaber an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (wie nachstehend in Artikel 10 dieser Satzung definiert) ist hingegen berechtigt den Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen.

Sollte eine Situation entstehen oder als unmittelbar bevorstehend erscheinen, die eine normale Tätigkeit am Sitz der Gesellschaft aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Gründen verhindert, darf der Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis sich die Situation wieder normalisiert; solche zeitlich begrenzten Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unabhängig von einer zeitlich begrenzten Verlegung des Sitzes eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung zu einer Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Verwaltungsrat getroffen.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

**Art. 4.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

## Kapitel II. Kapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12,500) Anteile. Jeder Anteil hat einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital darf eine Kapitalrücklage gebildet werden, in welche jegliches auf Anteile gezahltes Emissionsagio, einbezahlt wird. Der Betrag des Emissionsagios steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

**Art. 6.** Das Kapital darf gemäß Artikel 16 dieser Satzung jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Anteilhabers (wenn es nur einen Anteilhaber gibt) oder durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilhaber (wenn es mehrere Anteilhaber gibt) verändert werden.

**Art. 7.** Jeder Anteil gewährt dem jeweiligen Inhaber einen Anteil am Vermögen und am Gewinn der Gesellschaft, im unmittelbaren Verhältnis zur Anzahl der existierenden Anteile.

**Art. 8.** Da je Anteil nur ein Inhaber zugelassen ist sind die Gesellschaftsanteile gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Mitinhaber müssen eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

**Art. 9.** Wenn es nur einen Anteilhaber gibt, sind die von diesem gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Wenn es mehrere Anteilhaber gibt, dürfen die Anteile, die von jedem Anteilhaber gehalten werden, unter Anwendung der Voraussetzungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragen werden.

Zusätzlich willigt jeder Anteilhaber dazu ein, ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrates (wie nachfolgend definiert), kein Sicherungsrecht an einem Anteil einzuräumen oder zu verpfänden.

## Kapitel III. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat (der "Verwaltungsrat" und jedes Mitglied ein "Geschäftsführer") mit mindestens zwei (2) Mitgliedern geführt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates brauchen keine Anteilhaber zu sein.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt. Jeder Geschäftsführer darf jederzeit, ungeachtet der Art und Weise seiner Ernennung, nur aus legitimen Gründen durch Beschluss von Anteilhabern, welche die Mehrheit der Anteile halten, entlassen werden.

**Art. 11.** Unbeschadet der Artikel 10 und 12 dieser Satzung hat der Verwaltungsrat Dritten gegenüber grundsätzlich unbeschränkte Befugnis unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verwaltungshandlungen, Verfügungen und Maßnahmen auszuführen und zu genehmigen die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen.



Alle Befugnisse, die weder von Gesetzes wegen noch durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Anteilshaber vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Verwaltungsrates.

**Art. 12.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers zusammen mit einer Person, der diese Befugnis durch den Verwaltungsrat eingeräumt wurde, verpflichtet.

**Art. 13.** Jeder Geschäftsführer darf seine Befugnisse für spezifische Aufgaben auf einen oder mehrere eigens zu diesem Zweck Beauftragte übertragen.

Jeder Geschäftsführer wird die Kompetenzen, das Entgelt (wenn ein solches vereinbart wird), die Dauer der Vertretungsbefugnis und jegliche andere relevanten Bedingungen dieser Beauftragung eines solchen Beauftragten festlegen.

**Art. 14.** Die Sitzungen des Verwaltungsrates werden durch mindestens einen Geschäftsführer einberufen. Wenn alle Geschäftsführer persönlich anwesend oder vertreten sind können sie auf alle Einberufungserfordernisse und -formalitäten verzichten. Sitzungen des Verwaltungsrates werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder einem anderen von dem Geschäftsführer oder dem Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Ort in Luxemburg abgehalten.

Jeder Geschäftsführer darf sich bei Sitzungen des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlichen oder durch Telegramm oder Telefax, Email oder Brief erteilten Vollmacht durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen. Ein Geschäftsführer darf auch einen anderen Geschäftsführer dazu bestimmen, ihn per Telefon zu vertreten, was schriftlich zu einem späteren Zeitpunkt bestätigt werden muss.

Beschlüsse des Verwaltungsrates sind rechtsgültig, wenn sie von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden.

Vorrichtungen für Videokonferenzen oder Telefonkonferenzen können zulässigerweise verwendet werden, wenn alle teilnehmenden Geschäftsführer in der Lage sind das Gesprochene zu hören und von allen teilnehmenden Geschäftsführern gehört zu werden, ob sie selbst diese Technologie verwenden oder nicht. Jeder so teilnehmende Geschäftsführer wird als persönlich anwesend erachtet und ist befugt per Video oder am Telefon abzustimmen.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch per Umlaufbeschluss gefasst werden, wenn sie schriftlich genehmigt und von allen Geschäftsführer unterzeichnet werden. Diese Genehmigung darf in einem gemeinsamen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten erfolgen, welche per Fax, Email, Telegramm oder Telex verschickt werden. Diese Beschlüsse haben dieselbe Gültigkeit wie Beschlüsse die auf Sitzungen des Verwaltungsrates getroffen werden, welche körperlich abgehalten werden.

Stimmen dürfen auch per Brief, Fax, Email, Telegramm, Telex oder am Telefon abgegeben werden, vorausgesetzt, dass im letzteren Fall die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrates ist von allen bei der Sitzung gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführern zu unterzeichnen. Auszüge sollen durch einen beliebigen Geschäftsführer oder durch eine von zwei beliebigen Geschäftsführern bestellte Person oder während einer Sitzung des Verwaltungsrates beglaubigt werden.

#### **Kapitel IV. Hauptversammlung der Anteilshaber**

**Art. 15.** Jeder Anteilshaber darf an gemeinsamen Entscheidungen unabhängig von der von ihm gehaltenen Anzahl von Anteilen teilnehmen.

Jeder Anteilshaber hat Stimmrecht entsprechend der von ihm gehaltenen Anteile.

Falls ein Anteilshaber alle Anteile hält, übernimmt er alle Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilshaber, und seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

**Art. 16.** Versammlungen der Anteilshaber dürfen jederzeit von einem beliebigen Geschäftsführer einberufen werden, sonst durch Anteilshaber, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Solange die Anzahl der Anteilshaber fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, besteht keine Verpflichtung zum Abhalten von Versammlungen der Anteilshaber. In so einem Fall soll jeder Anteilshaber den genauen Wortlaut der Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und er soll seine Stimme schriftlich abgeben.

Sollte die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Anteilshaber haben, muss mindestens eine jährliche Hauptversammlung der Anteilshaber abgehalten werden.

Unabhängig von der Anzahl der Anteilshaber sind die Konten und die Gewinn- und Verlustrechnung den Anteilshabern für ihre Zustimmung vorzulegen. Die Anteilshaber sollen auch ausdrücklich darüber abstimmen, ob dem Verwaltungsrat Entlastung erteilt wird.

Gemeinsame Entscheidungen der Anteilshaber sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Anteilshabern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, gebilligt werden. Wenn diese Zahl bei einer ersten Versammlung oder einer ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, sollen die Anteilshaber ein zweites Mal einberufen oder per Einschreiben befragt werden. Entscheidungen können dann mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen werden, unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können nur von Anteilshabern, die gemeinsam drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmungen mit den rechtlichen Vorschriften, gefasst werden.

Darüber hinaus kann die Nationalität der Gesellschaft nur verändert und können die Verbindlichkeiten der Anteilhaber nur erhöht werden durch einstimmigen Beschluss aller Anteilhaber und in Übereinstimmung mit jeglichen rechtlichen Voraussetzungen.

### **Kapitel V. Geschäftsjahr - Konten**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 18.** Am Ende jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft festgelegt und der Verwaltungsrat fertigt eine Bestandsaufnahme an, welche Angabe über den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhaltet.

Jeder Anteilhaber darf den Jahresabschluss und die Bestandsaufnahme am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 19.** Der Bruttogewinn der Gesellschaft nach dem Jahresbericht nach Abzug allgemeiner Unkosten, Abschreibungen und Kosten entspricht dem Nettogewinn. Ein Betrag von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft ist bestimmt für die rechtlich vorgeschriebene Reserve, bis diese Reserve zu einem Betrag von zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals angestiegen ist.

In dem Maße wie Geldmittel auf Ebene der Gesellschaft für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen und in dem Maße, in dem das Gesetz und diese Satzung es zulassen, darf der Verwaltungsrat vorschlagen, dass Geldmittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen.

Die Entscheidung über eine Ausschüttung von Geldmitteln und die Bestimmung des auszuschüttenden Betrages wird von der Hauptversammlung der Anteilhaber getroffen.

Der Vorstand darf jedoch entscheiden, zwischenzeitlich Gewinne auszuschütten. In einem solchen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre diesen zwischenzeitlichen Gewinnausschüttungen zustimmen und sie soll auf Vorschlag des Vorstandes und innerhalb der gesetzlich und von dieser Satzung vorgeschriebenen Grenzen entscheiden, ob, was nicht im Rahmen einer zwischenzeitlichen Gewinnausschüttung oder sonst wie ausgezahlt wurde, ausgezahlt werden soll.

### **Kapitel VI. Auflösung und Liquidation**

**Art. 20.** Der Tod eines Anteilhabers, die Aufhebung seiner staatsbürgerlichen Rechte, seine Insolvenz oder sein Bankrott, führen nicht die Auflösung der Gesellschaft nach sich.

**Art. 21.** Die Liquidation der Gesellschaft kann nur durch eine Mehrheit der Anteilhaber, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt, beschlossen werden.

Die Liquidation der wird von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Anteilhaber zu sein brauchen und welche von den Anteilhabern ernannt werden. Die Anteilhaber bestimmen auch über die Befugnisse und das Entgelt der Liquidatoren.

### **Kapitel VII. Anwendbares Recht**

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung speziell geregelt sind, gelten die Regelungen des Gesetzes.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

#### *Einzahlung der Anteile*

Alle Anteile wurden durch den alleinigen Gesellschafterin Pareto Beteiligungen GmbH, vorbenannt, gezeichnet, und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

#### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 1.050 Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

#### *Beschlussfassung durch den Alleinigen Gesellschafter*

Anschließend hat der Komparent folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Adresse des Gesellschaftssitzes befindet sich in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
- 2.- Zu Geschäftsführern des Verwaltungsrates werden folgende Personen auf unbestimmte Dauer ernannt:
  - Frau Verena von Wartenberg geb. Heinemann, Angestellte, geboren in Höxter (D), am 29. April 1974, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, Luxembourg.
  - Herr Götz Sylm, Angestellter, geboren in Pinneberg (D), am 20. Januar 1970, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, Luxembourg.

Der Notar hat die Erschienene darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Erschienene ausdrücklich anerkennt.

### *Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

### **English translation of the articles:**

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of May.

Before Us Maître Paul Bettingen, notary residing at Niederanven, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

#### **APPEARED:**

Pareto Beteiligungen GmbH, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at ABC-Strasse 45, D-20354 Hamburg, registered with the trade and companies register B of local court of Hamburg with the number 125142, here represented by Mr. Jean-Pierre Dias, professionally residing in Niederanven, by virtue of a power of attorney delivered to him.

Said power of attorney, signed „ne varietur“ by the appearing and the officiating notary, shall remain attached to the present deed.

This appearing party, represented as stated here above, requests the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

### **Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Albatros Holding" which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, the law of 18 September 1933 on the limited liability companies, as amended and the law of 28 December 1992 about the one-shareholder limited liability company (hereafter the "Laws"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to take participations, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and in particular to perform:

- The acquisition of participations in companies or undertakings; transfer of any assets; merging of companies by using all other fair and legal means; setting up of any companies or undertakings; the loan admission of every kind and under all legally allowed conditions, and in particular the issue of debt securities;
- The arranging of financing as well as the participation in the financing or the granting of securities for the benefit of companies or undertakings in which the company has direct or indirect investments or of the companies which are part of the group;
- The granting of loans in whatever form to companies or undertakings in which it has direct or indirect investments or which are part of the group;
- Establishment of studies and technical, legal, bookkeeping, financial, commercial and administrative or management related support services for calculations of the companies or undertakings in which it has direct or indirect investments and which are part of the group of the company or for third parties.
- Generally, the company may perform all commercial or financial transactions which are permissible by law and are in line with the articles of association including all transactions referring to real estates or movable property. The company conducts no transactions which could be seen as regulated activities in the area of financial sector.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

However, the Board of Managers (as defined below in article 10 of the Articles) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the same municipality.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 4.** The Company is incorporated for an unlimited period.

### **Chapter II. Capital - Units**

**Art. 5.** The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) units. Each unit has a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, capital reserves can be formed in which any premium, which has been paid on shares, shall be paid. The amount of the paid premium is freely available for the shareholders.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the general meeting of unitholders (in case of plurality of unitholders), in accordance with article 16 of the Articles.

**Art. 7.** Each unit entitles the holder thereof to a portion of the Company's assets and profits, in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

In addition, each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any unit without the prior written consent of the Board of Managers (as defined below).

### **Chapter III. Management**

**Art. 10.** The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers" and each member a "Manager") of at least two (2) members. The members of the Board of Managers need not be unitholders.

The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, regardless of the method of their appointment, for legitimate reasons only, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

**Art. 11.** In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 12.** Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of a Manager and any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

**Art. 13.** Any Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents. Any Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 14.** The meetings of the Board of Managers are convened by at least one Manager. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities. Meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Manager or the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The resolutions of the Board of Managers are validly adopted if approved by a majority of the members of the Board of Managers, present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by mail, fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any two Managers or during a meeting of the Board of Managers.

#### **Chapter IV. General Meeting of Unitholders**

**Art. 15.** Each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unit holding.

In case of one unitholder owning all the units, it assumes all powers conferred to the general meeting of unitholders and its decisions are recorded in writing.

**Art. 16.** Unitholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by unitholders representing more than half of the capital of the Company.

The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of unitholders does not exceed twenty-five. In such a case, each unitholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Should the Company have more than twenty-five unitholders, at least one annual general meeting must be held each year.

Whatever the number of unitholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the unitholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Collective decisions of unitholders are only validly taken insofar as unitholders owning more than half of the corporate capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the unitholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with any provisions of the Law.

Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its unitholders may be increased only with the unanimous consent of all the unitholders and in compliance with any other legal requirement.

#### **Chapter V. Financial year - Balance sheet**

**Art. 17.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 18.** At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each unitholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 19.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the unitholders.

The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of unitholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by Law and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

#### **Chapter VI. Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the unitholders.

**Art. 21.** The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the unitholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

#### **Chapter VII. Applicable Law**

**Art. 22.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31<sup>st</sup> of December 2016.



*Payment of the units*

All the units have been subscribed by the sole unitholder PARETO Beteiligungen GmbH, prenamed, and totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

*Expenses*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 1050 Euros.

*Decisions of the sole unit - Owner*

Immediately after the incorporation of the company, the above-named unit owner took the following resolutions:

- 1.- The registered office is established at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
- 2.- The following are appointed as managers of the Board of Managers for an undetermined period:

Ms. Verena von Wartenberg (born Heinemann), employee, born in Höxter (D) on 29 April 1974 having her professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Mr. Götz Sylm, employee, born in Pinneberg (D), am 20 January 1970 having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

The notary instructed the appeared party that a license to trade, concerning any business purpose, issued by the Luxembourgian government is required to conduct any commercial activity. This is confirmed by the appeared party.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the German version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 4 mai 2016. 1LAC/2016/14747. Reçu 75.-€.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 11. Mai 2016.

Référence de publication: 2016108343/380.

(160081006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

**BTC SEIS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 206.044.

—  
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the sixth day of the month of May;

Before Us Me Danielle KOLBACH, notary residing in Redingen/Attert (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “RUBICON SERVICES S.à r.l.”, established and having its registered office in L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 178301,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-8510 Redange/Attert, 66, Grand-Rue, (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “BTC SEIS S.à r.l.” (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).



**Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company.

The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company.

Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any industrial or commercial enterprise and may lend its assistance to such company through loans, guarantees or otherwise. It may loan or borrow with or without interest to natural or legal persons, issue bonds and other acknowledgment of debt and to discharge.

It can achieve its purpose directly or indirectly for itself or for third parties, alone or in combination by performing any operation which promotes its purpose or that of companies in which it holds directly or indirectly interests.

In general it can take all control measures, monitoring and documentation and perform all commercial, financial, securities and property operations directly or indirectly to its purpose or likely to facilitate the implementation.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

## II. Capital - Corporate units

**Art. 5. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by one hundred twenty-five (125) corporate units in registered form with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

**Art. 6. Corporate units.** Each corporate unit entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of corporate units in existence.

Towards the Company, the Company's corporate units are indivisible, since only one owner is admitted per corporate unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Corporate units are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of corporate units to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the corporate capital.

A corporate unit transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

## III. Management - Representation

**Art. 7. Board of managers.** The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

The members of the board might be split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

The managers may be dismissed ad nutum.

**Art. 8. Powers of the board of managers.** All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

**Art. 9. Procedure.** The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of one A Manager together with one B Manager.

The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8 of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of partners

**Art. 12. Powers and voting rights.** The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

**Art. 13 Form - Quorum - Majority.** If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the corporate capital.

However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the corporate capital.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

**Art. 14. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 15 Allocation of Profits.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's capital.

Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Corporate Unit holder s before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Corporate unit holder s.

## VI. Dissolution - Liquidation

**Art. 16. Dissolution - Liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the corporate units held by each partner in the Company.

## VII. General provision

**Art. 17. General provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory disposition*

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31<sup>st</sup> of December 2016.

### *Subscription and payment*

The Articles of the Company thus having been established, the one hundred twenty-five (125) corporate units have been subscribed by the sole shareholder, the company "RUBICON SERVICES S.à r.l.", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

### *Resolutions taken by the sole shareholder*

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The Company shall be governed by two (2) managers.
- 2) Are appointed managers of the Company for an indefinite period:
  - a) Mr Yannick KANTOR, manager of companies, residing professionally at 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg; and
  - b) Mr. Pierre PETIT, manager of companies, residing professionally at 11, Place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg.
- 3) The registered office is established at 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred Euros.

### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Redange/Attert, in the premises of the undersigned notary, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

#### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le sixième jour du mois de mai;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

#### A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "RUBICON SERVICES S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 178301,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

#### I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination "BTC SEIS S.à r.l." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces participations.

La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts à des personnes physiques ou morales, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

**Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

**Art. 6. Parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

## III. Gestion - Représentation

**Art. 7. Conseil de gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement "Gérants de catégorie A" et "Gérants de catégorie B".

Les gérants sont révocables ad nutum.

**Art. 8 Pouvoirs du conseil de gérance.** Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

**Art. 9. Procédure.** Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.



**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8 des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée Générale des associés

**Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

**Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.** Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

**Art. 14. Exercice social.** L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

**Art. 15. Affectation des bénéfices.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital de la Société.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

#### VI. Dissolution - Liquidation

**Art. 16. Dissolution - Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

#### VII. Disposition générale.

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.



### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "RUBICON SERVICES S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

### *Résolutions prises par l'associée unique*

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

- 1) La Société sera administrée par deux (2) gérants.
- 2) Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - a) Monsieur Yannick KANTOR, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg; et
  - b) Monsieur Pierre PETIT, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 11, Place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg.
- 3) Le siège social est établi au 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros.

### *Déclaration*

La notaire soussignée, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude de la notaire soussignée, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 9 mai 2016. Relation: DAC/2016/6795. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016108438/380.

(160081172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

### **Cinven Manco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 163.645.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et remplacent la version précédemment déposée sous la référence L-150136259.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016108450/14.

(160081277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---